



"Jésus, Rousseau, Robespierre,
Triologie Sainte et Sublime".
LAPONNERAYE

ALBERT LAPONNERAYE, Historien de la Révolution Française et fervent admi- rateur de Robespierre (1808-1849)

Sylvie HENNET

(Notre collègue Sylvie HENNET, sociétaire de longue date, a soutenu l'an passé un excellent mémoire de maîtrise à l'Université de Paris XII sur Albert LAPONNERAYE ; si le personnage ne se rattache qu'incidemment à notre région, par le biais du journal *l'Intelligence*, qu'il tenta de publier à Senlis, l'intérêt de cette excellente étude pour l'historiographie, nous a d'autant plus poussé à la faire connaître à nos lecteurs, que son auteur participe aux activités de notre Société). (La Rédaction).

Le nom d'Albert Laponneraye demeure inconnu à cette époque, pour la plupart de nos contemporains. Pourtant, sous la Monarchie de Juillet, nommer Laponneraye, c'était évoquer celui d'une personnalité connue : connue par ses défenses de la classe ouvrière, ses activités militantes au sein du "parti républicain" (1), par son admiration sans borne de Robespierre.

C'est par cette dernière qualité, du reste, que notre intérêt pour Laponneraye est né. Il contribua, en effet, à la réhabilitation de Robespierre dans l'opinion publique. "Son apostolat frénétique est un cas unique dans l'histoire du robespierrisme. Personne n'a su atteindre, dans le culte de Robespierre, un plus haut degré de ferveur et de désintéressement que ce pauvre petit instituteur cardiaque pensionnaire inamovible des prisons de Louis-Philippe, mort à quarante ans, sans avoir laissé d'autre nom que celui de robespierrôlâtre, inventé à son occasion". (2) Gérard Walter porte, là, un jugement quelque peu sévère sur le rayonnement de Laponneraye à son époque; que ce soit à Paris (où il passe la plupart de sa vie) ou en province (Marseille, Toulouse, Orléans, Senlis, surtout), la police politique l'épie. Quand il se déplace hors de la capitale, tous ceux qu'elle compte, comme indicateurs et espions, observent les moindres faits et gestes d'Albert Laponneraye. (3) Mais qui est-il ?

Albert Philippe Dulin de Laponneraye naît

à Tours le 8 Mai 1808; "orphelin de la patrie" il faudra attendre le 4 avril 1816, le mariage de ses parents pour qu'il soit légitimé, tout comme sa soeur, Zoé, née le 18 Mars 1816.

Rien ne le prédestine à être républicain, à être comme l'écrit Roger Garaudy (4) "le théoricien et le militant le plus représentatif du communisme néo-babouviste."

Sa famille devait sa réussite sociale à la noblesse, à la royauté et restait, par conséquent, attachée à l'Ancien Régime. Son père, Philippe Albert Dulin de Laponneraye (1761-1822) à la longue (23 ans) et brillante carrière militaire émigra avec le Comte d'Artois, dont il fut le Garde du Corps et ne rallia même jamais l'Empire.

Albert Laponneraye, bien que représentant la révolution comme l'évènement le plus positif qui soit de toute l'histoire universelle admire ce père (5). Lui, le combattant de

(1) Ce terme est mis entre guillemets étant donné que, sous la Monarchie de Juillet, il n'y a pas à proprement parler de parti républicain mais un grand nombre d'associations se réclamant de l'idée républicaine.

(2) Gérard Walter - *Robespierre*, 1946 p. 596

(3) AN - BB 18/1394 : tournée de propagande de juin à septembre 1841.

(4) Roger Garaudy : "Les sources françaises du socialisme", scientifiques, 1948.

(5) Albert Laponneraye dédicace à son père son ouvrage paru en 1830 à Paris "Histoire de l'Amiral de Coligny".

l'injustice, des privilèges, de l'inégalité parmi les hommes descend d'hommes attachés au service du roi, au service de "l'élite" : son grand-père, André Philippe Dulin de Laponneraye ; son arrière grand-père : Pierre Contant d'Ivry (1698-1777) étaient tous deux architectes royaux et devaient donc leur fortune à la Monarchie.

Ses idées sont donc en opposition totale à celles dans lesquelles il a été élevé.

Les siennes sont largement inspirées des penseurs du XVIII^e siècle. Comme il l'écrit lui-même, dans son Cours Public d'Histoire de France, dans sa Préface aux Mémoires de Charlotte Robespierre ou encore dans sa Notice Historique sur Maximilien Robespierre, Rousseau est un homme important pour lui. Pour Laponneraye, l'homme est naturellement bon, la seule inégalité admise est l'inégalité physique car elle est issue de la nature. L'éducation joue un rôle primordial, c'est une étape du grand changement qui mènera au règne de l'égalité, de la fraternité et de la liberté ; de même, c'est un devoir de la République future et c'est un droit humain. L'autre personnage important est Jésus. Un de ces points de référence demeure l'Évangile ; ses convictions politiques s'établissent sur un certain sentiment de religiosité, de morale, d'honneur et de foi dans l'avenir. Il croit à l'avènement d'un monde nouveau, nommé République. Loin de repousser les principes Chrétiens dans l'organisation sociale de la République, il en fait, au contraire, grand cas ; il prône le renforcement de l'unité de la cellule familiale. Pour que la République de ses vœux réussisse, il est nécessaire que tous se plient aux mêmes droits et aux mêmes devoirs. Les droits des citoyens sont limités par les devoirs qu'ils ont à remplir envers la société. Cette République à laquelle Laponneraye aspire est basée sur les trois principes de fraternité, d'égalité et de liberté. Mais fraternité signifie union des classes, c'est pourquoi Albert Laponneraye veut pousser à son paroxysme la lutte des classes, ce qui déclencherait une nouvelle révolution, seule capable de changer l'ordre des choses actuel. La fraternité permet d'accéder à l'égalité, c'est-à-dire non seulement au partage des biens et des pouvoirs, mais aussi, à la même qualité de savoir et d'intelligence. L'égalité, comme pour les babouvistes, est le but immédiat, car le bonheur individuel ne peut être envisagé sans l'égalité.

Dès 1828, il se fait remarquer par la publica-

tion d'une brochure "Contre la Peine Capitale", (titre paradoxal pour celui qui vante les mérites des massacres de Septembre !). On sait qu'il participa à la révolution de 1830, sans parvenir, toutefois, à cerner son rôle exact. On le retrouve en 1831 comme membre de différentes sociétés républicaines dont la fameuse Société des Amis du Peuple où il fait la connaissance de Philippe Buonarroti. Sa mère et sa soeur le soutiennent dans sa lutte pour l'avènement d'une République fraternelle et universelle. Ainsi, on retrouve leurs noms dans la Société de Défense des Prisonniers Politiques (essentiellement ceux de Sainte-Pélagie) et dans celle pour l'Instruction Gratuite du Peuple.

Pour mettre en pratique ses principes d'éducation populaire, il ouvre un cours d'histoire de France à partir du 6 Novembre 1831, chaque dimanche matin, gratuit et destiné aux ouvriers. Son enseignement est politique comme il l'avoue lui-même : "J'émettais mes opinions, j'accompagnais la narration des faits de toutes les réflexions dont j'étais individuellement affecté" et c'est un acte politique jugé subversif que les autorités sanctionnent par deux condamnations successives. Bien qu'arrêté le 21 Janvier 1832 et conduit à Ste Pélagie, il diffuse, néanmoins, son cours sous forme de fascicules vendus par leçon, qui tiennent de plus, les lecteurs, au courant des vicissitudes de leur auteur. Son procès (plusieurs fois reporté pour diverses raisons : maladie de Laponneraye, émeute à Sainte-Pélagie à laquelle il participe ...) au cours duquel il expose, de façon remarquable, sa conception historique de la lutte des classes, est lui aussi, édité sous forme de brochures vendues à bas prix dans les classes populaires.

"Autrefois, nous étions opprimés par les nobles et le clergé (...). Noblesse et clergé ont été dépossédés de leurs privilèges par la bourgeoisie qui, de classe exploitée qu'elle était, devint classe exploitante" (6). Après avoir analysé les origines et le développement de la lutte des classes, critiqué le gouvernement tout entier, il exprime et présente son projet étatique idéal qui est celui d'une république communiste sans classe : "la République où l'on ne connaisse point de privilégiés et de prolétaires, où la liberté et l'égalité soient la propriété de tous et non le monopole exclusif d'une caste" (6).

(6) Défense en Cours d'Assises du citoyen Laponneraye, Paris, 1832

Ces traits d'action et ces attaques, contre la monarchie de Louis-Philippe, lui valent, une fois de plus, d'être classé parmi les agitateurs publics, comme le souligne le Préfet de Police Gisquet dans ses Mémoires. Bien qu'emprisonné et malade (c'est là où il contracte la maladie pulmonaire dont il mourra en 1849) il poursuit activement sa propagande républicaine : il intervient par écrit auprès de différentes associations républicaines (7), participe à la rédaction du journal républicain de Ste-Pélagie. Il est certain que c'est là où il fait la connaissance de certaines personnalités républicaines importantes comme, par exemple, Blanqui et ses compagnons incarcérés à la suite de leur procès, mais surtout avec Marie Marguerite Charlotte de Robespierre et son célèbre frère, point de référence unique (ou presque) de Laponneraye. Cette amitié et la fréquence des visites de Charlotte Robespierre renforcent son adoration quasi mystique pour Maximilien de Robespierre. Ce qui conduit Laponneraye, à la mort de la soeur de son héros, à compléter les Mémoires restés inachevés, grâce aux notes qu'elle lui a léguées et à publier les Oeuvres de Maximilien de Robespierre (extraits de discours et lettres soigneusement choisis). Ces deux républicains jouent un rôle important dans la réhabilitation de Robespierre : la réaction thermidorienne avait propagé l'image d'un monstre assoiffé de sang, Laponneraye le montre comme un homme vivant au milieu de sa famille et de ses amis, soucieux avant tout du bien public et de l'instauration du monde meilleur souhaité par tous. C'est dans ce but qu'il légitime la Terreur : "LA TERREUR ETAIT NECESSAIRE, C'ETAIT UN MAL CRUEL MAIS NECESSAIRE" (8). Le régime instauré par Robespierre était menacé de toutes parts, par les monarchistes, les modérés ("les Girondins, enfants bien dénaturés de la Révolution" (9) et les Ultra-révolutionnaires ("Hébert, l'abject Hébert et avec lui une poignée d'hommes tarés que le démon du mal possédait" (9). Le pire ennemi de Robespierre n'est pas à l'extérieur (Laponneraye souligne le rôle de Robespierre dans le maintien de la paix) mais à l'intérieur, c'est pourquoi leur extermination était un acte utile à la patrie.

Laponneraye expose ses idées politico-historiques aussi bien dans des journaux.

Il en fonda quatre :

- **L'Intelligence** (1837-1840)
- **Le Club** (1841)
- **Le Feuilleton des Feuilletons** (1844)

- **La Méditerranée** (1847)
et fut nommé rédacteur en Chef de

- **La Voix du Peuple**
fonction qu'il occupa, à Marseille, jusqu'à sa mort en 1849.

L'Intelligence, de par la durée de sa publication, par son contenu, et parce qu'il touche l'histoire de notre région vaut que l'on s'y arrête.

En effet, ce journal subit nombre de tracasseries administratives consécutives aux nouvelles lois sur les journaux, ce qui conduit son fondateur à le déclarer à Senlis. Ceci, afin d'échapper à de trop lourdes taxations: le cautionnement d'un journal, dont le siège social se trouve à Paris, est beaucoup plus élevé (50.000 francs). Or à Senlis ou Orléans, 7.500 francs suffisent. A Senlis, il est imprimé dans l'atelier de Madame Fessart, d'où provient aussi la plupart des écrits républicains publiés dans la région. Il est toutefois certain que Laponneraye n'a pas habité dans cette ville, mais son journal a été diffusé largement dans la région. Nous en avons témoignage par les cinq saisies d'exemplaires (9) et les rapports du Procureur de Senlis : "Les rédacteurs (..) savaient dans leur base non seulement tous les principes proclamés par la charte de 1830, mais encore ceux qui sont les garanties de l'ordre social (..)" (9).

Cette atteinte à la paix sociale est causée notamment par un article de Richard de la Hautière intitulé : **Petit catéchisme de la Réforme sociale** (publié aussi sous forme de brochure) où il analysait la société en tant que terrain de la lutte des classes, ce qui est pour le procureur de Senlis une excitation à la haine de la classe ouvrière contre la classe aristocratique, - "C'était la reproduction des doctrines professées habituellement par le journal ; seulement ce jeune avocat avait mis dans la forme plus de convenance. Dans ce catéchisme (...) on disait que la propriété était possédée "par des exploités" et les ouvriers étaient des "exploités" qui "n'obtenaient point de juste salaire de leurs travaux". "Si les autorités

(7) Archives Nationales, Série CC (documents ayant servis au procès dit d'avril 1834).

(8) **Cours Public d'Histoire de France**, pp. -48, N.B. Cette phrase y figure en majuscules.

(9) AN BB 18/1370

BB 18/1257

F 18/362

déployaient tant d'acharnement contre ce journal, c'est à cause de sa grande influence. Il est très lu, en effet, dans l'arrondissement de Senlis. Le Procureur Général d'Amiens écrit au garde des Sceaux le 6 septembre 1838 : "Depuis que l'Intelligence s'imprime à Senlis, elle a semé une sorte de terreur dans l'arrondissement, où elle est répandue avec profusion". Le tirage est, en effet, de 1600 exemplaires et le journal est diffusé dans les campagnes avoisinantes. Malgré cela, le manque d'abonnés, donc d'argent, tuera l'Intelligence.

L'Intelligence marque un tournant décisif. C'est là où Laponneraye se qualifie de communiste : "Les idées et les principes qu'elle (L'Intelligence) développait, menaient droit à la communauté". (10)

L'Intelligence se veut donc avant tout un journal d'opinion qui se consacre à la propagande de son idéologie.

En février 1840, il publie un article important où il expose plus clairement qu'il ne l'avait fait jusqu'alors ses idées sur Babeuf. A la fois il admire l'ampleur et la qualité du programme babouviste et il professe la thèse de la perfectibilité humaine. Il présente la conspiration babouviste comme un acte de salut : "Le régime imposé à la France par les âmes de fange et de boue qui avaient immolé les plus purs et les plus grands des hommes en Thermidor, ce régime faillit déperir sous les coups d'une conspiration formidable qui en était la réaction. C'était la conspiration de Babeuf". (11)

Certes, le programme de Babeuf était animé d'intentions généreuses, mais elles semblent exagérées à Laponneraye qui émet quelques réserves face à la suppression de toute notion de propriété, d'inégalité de fortune. En effet, Laponneraye craint qu'un tel système défavorise les courageux, les élites de la nation qui feraient le travail des paresseux ou des inaptes, et donc que l'inégalité de fortune ne serait remplacée que par une autre : l'inégalité physique. Laponneraye se montre très réservé à l'égard de la communauté des biens prônée par Babeuf : "Elle ressemblerait à une tribu de castors". Pour lui, Babeuf est l'auteur d'un contre-sens : en voulant améliorer le sort de la société, il bloque le mécanisme de son évolution, d'où sa conclusion : Babeuf a été le continuateur de Robespierre donc "soyons babouvistes, mais babouvistes progressifs".

Quant au Club, au Feuilleton des Feuilletons,

et à la Méditerranée, leur histoire demeure inconnue, car bien peu de documentation subsiste. Ils semblent, toutefois avoir été rédigés dans le même esprit.

Jusqu'au 1er septembre 1849, date de sa mort, Albert Laponneraye est rédacteur en chef de la Voix du Peuple. Ce journal se veut avant tout commercial et politique. Il renseigne les habitants sur la vie politique, non seulement locale, mais aussi nationale (et inquiète d'ailleurs le Gouvernement). Il donne aussi aux commerçants, aux marins-pêcheurs des renseignements sur les prix pratiqués, sur les cours des marchés, etc ... Au départ il ne s'adresse qu'au département des Bouches-du-Rhône, mais rayonne très vite sur tout le Sud-Ouest. Laponneraye fait une fois de plus, l'objet de procès et entame des polémiques avec d'autres journaux locaux comme La Gazette du Midi qui écrit dans ses colonnes : "Si vous saviez combien est grande sa méchanceté ! Il est rédigé par une bande de démons et il a pour rédacteur en chef Lucifer en personne".

Mais pourquoi Albert Laponneraye était-il parti, en compagnie de toute sa famille, à Marseille ?

A sa sortie de prison en 1837, il tenta de renouer avec les milieux babouvistes, mais sans grand succès toutefois.

En 1839, on retrouve son nom associé à ceux de Barbès, Voyer d'Argenson, Blanqui, Lamennais, Martin Bernard et Dubosc au bas de la déclaration lue par Barbès, à l'Hôtel de Ville de Paris, lors de l'insurrection républicaine des 12 et 13 Mai 1849.

C'est à partir de ce moment là, que ses activités militantes redeviennent positives. Flora Tristan le choisit comme un des défenseurs de la classe ouvrière en 1843. (Dès 1837, au moins, s'était établie une correspondance entre eux).

Il collabore avec Etienne Cabet, le fondateur de l'Icarie. Leurs relations, excellentes au début (Laponneraye rédige des articles pour Le Populaire) se détériorent. En effet à partir de 1841, il entreprend une grande tournée de propagande démocratique dans le Sud et le Sud-Ouest, qui le conduit à Toulouse, siège d'une "église icarienne" importante dont Albert Laponneraye voulut s'emparer à son profit en se disant l'envoyé de Cabet.

(10) Le Populaire, journal d'Etienne Cabet, n° 6.

(11) Cours Public d'Histoire de France, vol. 3, p. 51.

Pour trouver l'argent nécessaire au cautionnement du **Populaire** un grand banquet est organisé. La police, en fait un dîner-complot. S'ensuit un procès en 1843 (Laponneraye est condamné comme "le délégué principal du comité directeur de l'association insurrectionnelle de Paris"). C'est ce que Gabet appelle "le procès du communisme".

Laponneraye revient en mars 1843 à Paris où il fonde les différents journaux dont on a parlé plus haut et se consacre à des travaux plus littéraires.

Le 25 Octobre 1848 il arrive à Marseille, où sa famille le rejoint peu de temps après. Il veut implanter les idées socialistes dans la région marseillaise grâce à **La Voix du Peuple**. Il organise et participe à une série de banquets démocratiques prétextes à la réunion de républicains et à la propagande de Ledru-Rollin.

Il fait aussi partie d'une association interdite, nommée Solidarité Républicaine, - les Autorités perquisitionnent chez grand nombre de ses adhérents et à son local et concluent à la culpabilité de Laponneraye dans sa création.

La santé de Laponneraye s'aggrave avec le climat chaud et humide de Marseille. Il meurt le 1er septembre 1849 d'une fluxion de poitrine et de la typhoïde. Son enterrement réunit une foule considérable (8000 personnes selon la police, 15000 selon la Voix du Peuple). Une souscription est ouverte pour lui élever un monument funéraire et pour aider sa famille.

Laponneraye avait su étayer sa renommée de défenseur de la classe ouvrière essentiellement à Marseille. Il semblait alors promis à un bel avenir politique. Depuis 1835, sa renommée à Paris demeurait la même, il avait fallu attendre ses activités marseillaises pour qu'elle prenne davantage d'éclat et d'envergure dont il ne put profiter.

Le nom de Laponneraye est tombé aujourd'hui dans l'oubli. Dans le cadre d'une maîtrise d'histoire contemporaine à Paris XII en 1982, nous avons tenté de retracer la vie et l'oeuvre d'Albert Laponneraye. Cette étude fut facilitée grâce au prêt de documents divers (lettres de famille, édition intégrale du **Cours Public d'Histoire de France** entre autres) par Madame Lebeau, conservateur honoraire à la Bibliothèque Nationale et arrière petite nièce d'Albert Laponneraye, que nous ne saurons jamais assez remercier.



LAPONNERAYE.

*Savoir le monde en lui se concentrent ses affections les plus ardentes qu'il a
à son tour résolu cette et celle est un crime p. merci toute votre région
Paris, 1849*

(Reproduction de la Galerie Patriotique)

Les journaux d'Albert Laponneraye

15.07.1837	Création d'une Société pour la publication de L'Intelligence, journal du Droit Commun , avec comme associés complémentaires : Albert Laponneraye et Alexandre Mayenobe.	6, rue de l'Echiquier PARIS
03.10.1837	Albert Laponneraye et Alexandre Mayenobe déclarent publier L'Intelligence à Orléans à partir du 7 Octobre. Il est imprimé chez Danicourt-Huet	7, rue de la Vieille Poterie ORLEANS
07.12.1837	Déclaration d'Albert Laponneraye, comme seul propriétaire de L'Intelligence .	6, rue de l'Echiquier PARIS
22.02.1838	Albert Laponneraye, devant Maître Olanier, cède ses fonctions de Directeur-gérant à Maurice Drausin-Semé. L'intelligence n'est plus hebdomadaire.	7, rue de la Vieille Poterie ORLEANS
06.04.1838	Maurice Drausin-Semé, déclare L'Intelligence , publication mensuelle.	PARIS
04/05.11.1838	Maurice Drausin-Semé et Charles-François Cheré déclarent L'Intelligence, journal de la Réforme Sociale en publication hebdomadaire, imprimée chez Madame Fessart.	Rue Ste-Geneviève à SENLIS
23.11.1838 15.03.1839	Charles François Cheré abandonne le bureau de L'Intelligence est transféré 32, rue du Chatel	SENLIS
07.06.1839	L'Intelligence cesse d'être publié à Senlis, de nouveau à Paris en publication mensuelle (24 Juin). (Il est imprimé à Senlis et envoyé à Paris).	PARIS
16.11.1839	Pierre Wahry se déclare unique propriétaire de L'Intelligence, journal de la Réforme Sociale , mensuel. Il s'imprime chez d'Uturbie et Worms 20, Bld Pigalle.	13 rue du Fg-Saint-Denis PARIS

Liberté, Égalité, Fraternité.

L'INTELLIGENCE,

Unité, Progrès, Association.

Ce journal paraît à Paris tous les vendredis.

Le bureau est rue Ste-Geneviève, 12.

JOURNAL DE LA RÉFORME SOCIALE.

PRIX DE L'ABONNEMENT
Pour trois mois . . . 3 fr.
Pour six mois . . . 6 fr.
Pour un an . . . 12 fr.

On reçoit les abonnements à PARIS, rue de l'Échiquier, 6; à LYON, rue Saint-Polycarpe, 2; à MARSEILLE, rue Sainte, 1; à BORDEAUX, rue du Parlement-Saint Pierre, 9; à ROUEN, rue Saint-Julien, 63 bis, et chez tous les libraires et directeurs des postes et des messageries.

Pour réunir tous les moyens d'éducation indispensables à notre publication hebdomadaire, nous nous sommes trouvés dans l'impérieuse nécessité de reculer d'une semaine encore l'apparition de ce premier numéro. Tout était à créer, tout jusqu'au matériel de l'imprimerie; des caractères neufs ont été achetés; et rien n'a été omis de ce qui pouvait assurer à l'avenir la plus scrupuleuse régularité dans la confection et dans l'envoi du journal.

Voulant consacrer un plus grand espace au développement des principes démocratiques, nous nous abstenons désormais de publier des annonces; mais ne pouvant renoncer à ce produit sans compromettre la prospérité matérielle de l'entreprise, nous sommes obligés de porter à 12 fr. le prix d'abonnement.

Nous ne venons pas faire une profession de foi nouvelle. C'est aux hommes qui descendent pour la première fois dans l'arène qu'il convient de dire ce qu'ils pensent, ce qu'ils veulent. Quant à nous qui depuis long-temps combattons sur la brèche et qui, dans toutes les circonstances, avons donné des gages de notre ardent amour pour le peuple, on sait quelles convictions nous animent, on sait vers quel but tendent tous nos desirs, on sait que notre religion, que notre foi, que notre vie, c'est l'égalité.

Où, l'égalité, car hors de l'égalité il n'y a pour les hommes que misère et oppression; que souffrance et ignominie; hors de l'égalité, nous ne voyons que des tyrans et des esclaves, des exploités et des exploités, mais point de société, point de lois, point de justice. Ce qu'on appelle la société n'est qu'un troupeau de parias travaillant pour engraisser des oisifs gorges d'oret saturés de jouissances; ce qu'on appelle des lois n'est que l'exploitation de l'homme rédaite en système et soumise à des règles plus ou moins iniques, plus ou moins destructives de toute liberté et de toute égalité; ce qu'on appelle la justice enfin, c'est la dédicace de l'égoïsme, c'est le règne du monopole et du privilège.

Un grand nombre de journaux se proclament les défenseurs des droits acquis; eh! bien, nous aussi, nous prenons en main la défense des droits acquis, nous nous en proclamons les champions; mais nous allons expliquer ce que nous entendons par ces mots dont on a fait jusqu'à présent un si étrange abus.

Par droits acquis, la Gazette de France entend les droits des anciennes classes privilégiées; le Journal des Débats et les organes de l'opposition dynastique entendent les droits de la classe moyenne; par droits acquis nous entendons, nous, les droits du plus grand nombre qui sont les seuls légitimes et devant lesquels tous les autres doivent s'effacer, s'annuler entièrement.

Lorsqu'un journal de l'opinion légitimiste parle de droits acquis, il veut parler des prétendus droits du duc de Bordeaux au trône de France, des prétendus droits du clergé à régenter despotiquement la société, des prétendus droits de la noblesse à exercer tous les emplois, toutes les charges publiques, à tenir en main le gouvernement de l'état. Lorsque le journal de la rue des Prêtres, ou tout autre journal dévoué à l'ordre de choses actuel parle de droits

acquis, il veut parler des prétendus droits de l'aristocratie bourgeoise à tenir trente millions de prolétaires dans une éternelle tutelle, dans un éternel ilotisme. Lorsque l'Intelligence met en avant les droits acquis, elle entend les droits, elle, de tous ceux qui travaillent, car ceux-là seulement ont des droits à revendiquer qui remplissent des devoirs.

Nous posons donc en principe, comme nous l'avons déjà fait maintes fois, qu'il n'y a que les travailleurs qui soient quelque chose dans la société, qu'il n'y a qu'eux seuls qui aient des droits à exercer, et que tous ceux qui vivent des sueurs d'autrui ne sont que des exploités, que des fléaux de l'humanité.

Voilà ce que nous avons écrit dans notre prospectus et dans tous nos précédents numéros, voilà ce que nous ne cesserons de répéter tant qu'il nous restera une étincelle de vie. Forcés, pendant six mois, de nous restreindre à des publications mensuelles, nous n'avons pu aborder pendant ce laps de temps que très peu de questions importantes. Maintenant qu'il nous est donné de reprendre notre ancien mode hebdomadaire, nous allons parcourir toute une série d'idées régénératrices et nous lancer à tire d'ailes dans les champs inexplorés de l'avenir.

La tâche que nous nous imposons est grande et belle. Nous le disons hautement, parce que c'est la vérité, aucun des journaux actuellement existants ne s'est constitué l'organe du principe égalitaire; tous se rapprochent plus ou moins du radicalisme, mais pas un seul n'est franchement radical. Cette lacune qui existe, nous venons la combler; nous venons, comme nous le disions dans notre prospectus: « relever le saint drapeau de l'intelligence et du travail, et proclamer la doctrine sacrée du dévouement et de la fraternité. »

Heureux si par nos efforts persévérants nous contribuons à hâter le dénouement de la crise sociale où la France se débat hâlante depuis un demi siècle, heureux si nous parvenons à éclairer le prolétaire sur ses droits méconnus et à briser le joug honteux qui pèse sur son front avili! nous aurons alors avoir bien mérité de l'humanité, et nous être acquis quelque droit à l'estime et à la reconnaissance de nos concitoyens.

La législation de septembre nous oblige à une grande réserve. à une extrême circonspection; mais quelque soin qu'elle prenne de bâillonner la presse, de châtrer la pensée, cette législation ne parviendra jamais à suspendre la marche irrésistible et toute puissante des idées, à enrayer le progrès humanitaire. L'intelligence humaine se déploiera triomphante et radieuse malgré les mesquines et tracasseries persécutions dont elle est l'objet de la part du juste-milieu bâtarde qui nous gouverne. Tout s'ébranle, tout s'agite, tout bouillonne dans les sociétés actuelles; de formidables craquements annoncent la destruction prochaine du vieil édifice que le belier des révolutions a mine jusque dans ses fondements; de sourds rumeurs, des bruits sinistres se font entendre au sein des populations frémissantes comme à la veille des grandes convulsions de la nature; la terre tremble sous nos pas, le ciel gronde sur nos têtes; le flot démocratique a rompu toutes les digues, il s'élance impétueux, désordonné, et renversant tout sur son passage; il gagne de proche en proche, s'élève mugissant et terrible, il touche déjà à la cime de tous les trônes.

DE LA RÉFORME POLITIQUE ET DE LA RÉFORME SOCIALE.

Un journal ne peut avoir d'utilité réelle qu'à la condition d'embrasser une sphère d'idées nouvelle! s'il n'est que la répétition d'un journal quelconque, c'est une superfétation, un pléonasme, une copie plate et sans portée. C'est ainsi que nous avons compris notre tâche et que nous voulons l'accomplir; placés à un point de vue qui nous est propre, nous marchons fermement dans une voie nouvelle. Ce qui nous distingue de la manière la plus tranchée de toutes les nuances de journaux, même démocratiques, c'est que nous nous faisons les défenseurs et les apôtres, non seulement de la réforme politique, mais encore et surtout de la réforme sociale. Nous croyons qu'il importe essentiellement de modifier au plus tôt l'organisation gouvernementale, mais qu'il importe plus encore de modifier l'organisation sociale; d'arracher le travailleur à l'exploitation de l'oisif, le prolétaire à l'esclavage du mépris et de la faim, tous à l'ignorance et à la corruption. Nous savons que sous un pouvoir qui spécule de cet état de choses, la réforme sociale ne pourra presque rien réaliser; mais ce qu'elle peut, ce qu'elle doit faire dès ce jour c'est d'inculquer profondément dans les esprits les théories, les principes qui sont indispensables pour procéder plus tard à la réalisation. Les faits précédents des idées: il faut donc jeter d'abord l'idée, ensuite l'application sociale viendra d'elle-même. Car lorsque tout un peuple aura reconnu que son devoir, son intérêt et son bonheur sont attachés à la réalisation d'une doctrine, qui pourra se dire assez fort pour l'empêcher de la mettre en pratique?

D'ailleurs ces deux buts, réforme politique et réforme sociale, ne forment en définitive qu'une seule et même chose, loin de s'exclure, ils s'enchaînent, s'identifient et se prêtent l'un à l'autre un mutuel appui. Pour réformer les lois, il faut réformer les mœurs, et par mœurs nous entendons tout ce qui constitue les croyances et les habitudes d'un peuple. En outre, la forme gouvernementale n'est pas un but social, comme l'ont malheureusement pensé quelques démocrates; c'est un moyen, un instrument pour arriver à un but: la réforme sociale, ou le perfectionnement et le bonheur de tous. Si, par exemple, on demande le suffrage universel, ce n'est pas pour que chacun ait le plaisir de voter et l'espoir d'être élu député, c'est pour que les lois soient l'expression des besoins de tous, et que par conséquent tous les besoins trouvent satisfaction. Ainsi, répétons-le et ne l'oublions pas, la réforme politique n'est que l'instrument pour atteindre un but qui est la réforme sociale. Il est donc indispensable de connaître à l'avance et dans tous ses détails le but qu'on se propose, afin d'y adapter plus tard l'instrument qui doit l'atteindre; en un mot, il est utile d'avoir une idée bien précise de la réforme sociale future afin d'y faire tendre la réforme politique de la manière la plus rapide et la plus directe.

Nous croyons donc, quant à nous, qu'il faut travailler d'un même zèle et concurremment à ces deux tâches qui ne sont que les diverses parties d'une seule et même œuvre. Telle est notre ligne d'action, telle est la sphère d'idées propres qui constituera l'individualité de ce journal. Nous n'ignorons pas que la réforme sociale est une œuvre immense, colossale, et qui demande l'effort du temps; que pour bâtir dans l'avenir un édifice inébranlable,

FEUILLETON DE L'INTELLIGENCE.

THÉÂTRE FRANÇAIS.

Première représentation de Maria Padilla, tragédie en cinq actes, par M. Ancelot.

Dans ce fatras de drames, de mélodrames et de mimodrames qui envahissent la littérature et l'étouffent, on est heureux quand on peut, pendant toute une soirée, reposer son cœur, ses yeux et ses oreilles et assister à la représentation d'une œuvre raisonnable. Écoutez donc:

Maria Padilla est une de ces mille victimes que la royauté a tuées par caprice de plaisir. Son histoire est simple et n'en vaut que mieux pour le spectateur.

Pendant que la Castille était troublée par les sanglantes querelles des fils d'Alphonse, Henri de Trastamare et don Pedro, dans le noble manoir de Ruy de Padilla, l'un des fidèles du roi mort, on s'occupe de fiançailles et d'amour. Juana va épouser Louis d'Aguilar, et cepe Maria sa sœur est triste, car elle aime un jeune cavalier que l'on connaît à peine, et qui, sous le nom de Mendez, s'est introduit dans le château en l'absence de Ruy de Padilla, occupé au service du roi; ce père un peu confiant laisse ses filles aimer et se marier, ne leur donnant pour garde que leur vertu. Fragile sentinelle, surtout pour une Espagnole ardente, ambitieuse et qui

Des orgueilleux desirs à respirer la flamme.

comme dit un peu emphatiquement l'auteur. Or, Maria rêve un amour couronné et Mendez semble cacher un diadème sous son casque mauresque. Le premier acte est employé à cette exposition qui va être complétée par le second, car M. Ancelot procède selon les règles, et avec lui on s'y reconnaît, mérite rare au ourd'hui.

Retournée dans sa chambre de jeune fille et prête de s'endormir, Maria pense au bonheur de sa sœur, à Mendez, aux destinées qui des rêves mystérieux et implacables lui promettent chaque nuit, elle est

émue; tout-à-coup sa fièle suivante, sa nourrice je crois, lui vient annoncer un péril; elle a entendu deux hommes parler à voix basse de Maria, de surprise, d'enlèvement pour la nuit même; prêtant l'oreille, elle a appris que Mendez, le timide Mendez, n'était autre que don Pedro, le farouche prétendant au trône de Castille. Maria triomphe, ses rêves ne l'ont pas trompée; au lieu d'éveiller sa sœur et la maison, elle se contente de donner des ordres secrets à sa nourrice et détachant un poignard d'un trophée d'armes qui se trouve dressé tout exprès, attend de pied ferme l'ennemi, résolue à sortir de la lutte, morte ou reine. À l'aide de l'échelle classique d'Espagne, don Pedro escalade la fenêtre. Il croit pouvoir escalader de même la vertu de Maria, mais l'ambition soutient la fragilité de la chair, et après une scène qui ne nous a pas paru bien filée, don Pedro se détermine à suivre Maria à l'autel, ou par les soins de la nourrice, un prêtre les attend. Au mariage, don Pedro met pour condition qu'il restera secret. La toile tombe, le poignard n'a pas servi.

La pièce roule donc sur la fausse position d'une reine que tout le monde croit simplement favorite du roi.

Au troisième acte, nous sommes à la cour de don Pedro. La favorite est honnie du peuple et maudite par la reine-mère et le ministre Albuquerque, qu'il ne faut pas confondre avec le grand Albuquerque, vice-roi des Indes, car il n'a de grand dans la pièce que son nom et sa barbe. Cependant, par son influence sur don Pedro, la pauvre Maria allège les charges de la nation, secourre les opprimés, et finit même par être la médiatrice entre le roi et le bâlard de Trastamare qui dépose les armes. Bien n'y fait, Albuquerque qui veut la perdre pour fiancer Blanche de Bourbon à son maître, fait pénétrer dans le palais le vieux Ruy de Padilla. Ce vieillard croit, comme tous, sa fille coupable, et vient jeter le reproche et l'insulte à la face de don Pedro qui, ignorant son nom, le fait battre de verges. Aux cris du malheureux, Maria se précipite aux genoux de son royal époux, obtient sa grâce; mais comme Albuquerque, avec une joie féroce, lui apprend qu'elle a sauvé son père, glacée d'horreur, elle fait les embrassements paternels de don Pedro, et foulant aux pieds l'or et les grandeurs, dessert le palais.

Il y a dans cet acte deux belles scènes, la provocation de Padilla à don Pedro, et la douleur de Maria.

Nous revenons chez Louis d'Aguilar, jadis le fiancé, aujourd'hui l'époux d'une des filles de Padilla, Juana qui avait suivi son père au palais l'a ramené meurtri dans son manoir, et l'on se prépare à faire la colère de don Pedro. En ce moment, une femme voilée se présente demandant pitié à Louis d'Aguilar qui reconnaît la favorite, lui jette brutalement ses fautes à la face. Vous êtes donc bien lâche, dit Maria, d'outrager une femme! Sa sœur lui vient en aide, et Maria la supplie de lui faire voir son père qu'elle veut désabuser. Le vieux Padilla se traîne sur la scène; son aspect, malgré le traïquage du sujet, produit un comique effet; les coups de bâtons ne sont pas nobles; il est des ressorts bas dont il faut se garder. Le premier moment passé, le reste de la scène est d'une grande beauté, malgré quelques longueurs. Cet homme abreuvé d'outrages, ce fier hidalgo avili, n'a pu supporter l'affront, il est fou. Sa fille parle, il ne la connaît pas; elle veut se justifier, et lui montre le papier, témoignage et unique preuve de son mariage avec don Pedro; l'insensé le prend, le brise et détruit ainsi la justification et les droits de sa fille. Maria est évanouie sous ce dernier coup! Mais à la nouvelle que don Pedro profite de sa fuite pour épouser Blanche de Bourbon, elle sort de son stupeur; à Séville! à Séville! s'écrie-t-elle, et la toile tombe, nous laissant un grand regret du papier brûlé, chacun croit que le dénouement résidera dans ce fragile débris.

Malheureusement au cinquième acte, M. Ancelot a oublié l'incident du quatrième; il a eu tort; on ne doit amener d'incidents, d'épisodes qu'à condition qu'ils serviront, et si l'on a été enu de l'action d'un fou, c'est qu'on a cru qu'elle détraquait tout, un avenir. Ne s'agit-il pas de donner la pièce, la dégradation de l'Atalapha-Romaine sert dans ce dernier acte de M. Ancelot qui ne se rapproche de son maître qu'en cela et quelques bons vers au-dessus de la moyenne. Nous sommes à l'église; on prépare les pompes nuptiales pour Blanche de Bourbon et don Pedro. La femme voilée de tantôt reparait, et au moment où le prêtre, car il y a un prêtre et des prêtres de créant, au milieu de la prière, la femme se découvre, et la